

MACRON, BAS LES MASQUES !

Chronique du Confinement J +16

Avant la pandémie ce gouvernement menait, avec une violence encore plus grande que ses prédécesseurs, une politique de destruction des piliers de notre vie sociale : nos systèmes de retraite, de santé, d'éducation, nos lois protectrices du travail, d'assistance aux plus faibles, et nos biens communs, vendus. Cette politique au profit des plus riches était de plus en plus rejetée. Quand le virus est arrivé, nous étions depuis un an et demi en lutte, grèves et manifestations. **ON EST LA !**, le chant de gilets jaunes, était repris partout.

Le gouvernement tente de faire oublier cela et d'étouffer la colère en utilisant la pandémie en cours.

La propagande gouvernementale sur l'urgence sanitaire c'est : 1/ on est « en guerre » et on est tous dans le même bateau ; 2/ personne ne pouvait prévoir ; 3/ ce n'est pas le moment de critiquer, on fait le maximum ; 4/ il y en a qui ne respectent pas le confinement et qui mettent tout le monde en danger.

On est en guerre ?

Un virus est un virus, pas un ennemi. Ce n'est pas le premier virus, ce ne sera pas le dernier. Pour le combattre, et dans l'attente d'un vaccin, les moyens sont connus : tests, confinements et traitement des malades.

Personne ne pouvait prévoir ?

L'arrivée d'un virus de ce type (coronavirus) était prévue de longue date, les précédents ayant permis d'en voir l'origine : passages de l'animal à l'homme de plus en plus fréquents en raison de la déforestation, de l'agriculture et de l'élevage intensifs, de la réduction de l'habitat des espèces sauvages et de la proximité de plus en plus grande avec l'homme, et enfin de la mondialisation des échanges et de la circulation des personnes.

Le rapport d'experts de Santé publique France (remis en mai 2019), demandé par la Direction Générale de la Santé (le 14 novembre 2016) en estimait la probabilité au regard des pandémies des 150 dernières années : un écart minimum de 10 ans entre deux pandémies, la dernière ayant eu lieu en 2009...

Et le même rapport estimait le nombre de masques dont il fallait disposer, un milliard de masques : « *En cas de pandémie, le besoin en masques est d'une boîte de 50 masques par foyer, à raison de 20 millions de boîtes en cas d'atteinte de 30% de la population* ».

Enfin, depuis au moins trois mois, l'arrivée de la pandémie était une certitude : Madame BUZYN, notre ex-Ministre de la santé a expliqué au mois de mars qu'elle en était bien consciente depuis le mois de...décembre 2019. Et le gouvernement a sciemment ignoré les alertes venues de Chine sur les risques de pandémie, préférant faire passer sa loi sur les retraites à coup de 49/3 le 29 février, quand l'heure était à la protection de la population.

On fait le maximum ?

Le gouvernement ne fait pas le maximum, mais le minimum : refus de réquisitionner les entreprises qui pourraient fabriquer les masques manquants, des appareils respiratoires (par exemple l'entreprise Luxfer dont les salariés qui luttent depuis deux ans contre la fermeture décidée par leur employeur – fonds de pension - et réclament sa nationalisation) ; refus de nationaliser Famar, l'unique fabricant français de la chloroquine, en redressement judiciaire ! ; refus de réquisitionner l'hospitalisation privée qui l'a pourtant demandé et ce que la loi d'urgence sanitaire permet !

Manque de personnel soignant, de lits, de moyens de tester (réactifs, écouvillons), de masques, d'appareils respiratoires. Et il faudrait que l'on oublie que depuis une dizaine d'années, le

personnel de santé crie, manifeste, fait grève pour dénoncer l'abandon de l'hôpital public. Il faudrait oublier les dizaines de milliers de lits supprimés à comparer aux stocks de grenades lacrymogènes ou explosives, aux stocks de LBD utilisés contre le personnel soignant, les pompiers et autres gilets jaunes réclamant un service public de la santé digne de ce nom !

Qui met tout le monde en danger ?

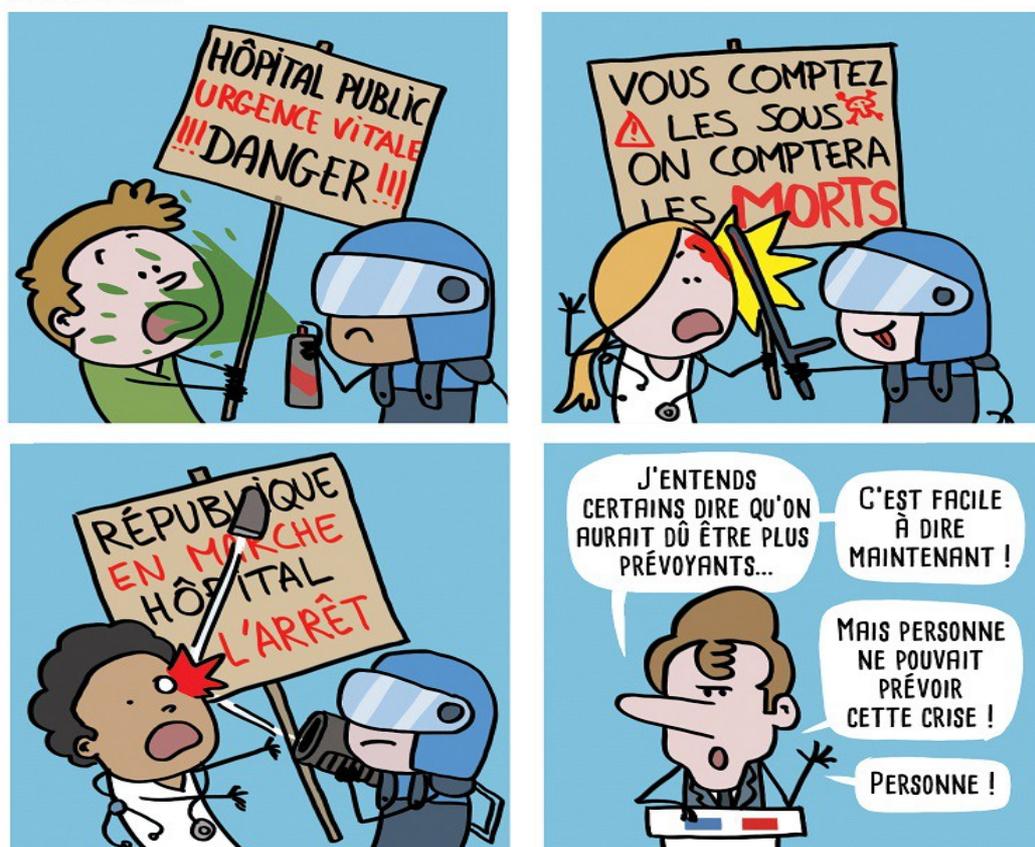
C'est le gouvernement et les grandes entreprises qui veulent envoyer travailler des millions de personnes, sans réelle protection au risque de leur vie, pour des activités non essentielles (chantiers de construction, entreprises métallurgiques, automobiles, avions, armement).

C'est le gouvernement et les grandes entreprises qui décident de faire travailler des millions de personnes dans les secteurs essentiels sans réelle protection.

Et ce serait nous les irresponsables ? Nous, les Gaulois réfractaires (ah, les millions de contrôles, les centaines de milliers de contraventions!) et bien sûr d'abord ces mauvaises têtes des quartiers" ?

Et que fait ce gouvernement pour ces milliers qui survivent dans la rue, inconfines, et encore moins protégés avec le confinement ?

CASSANDRE



Allan
BARTHE

Les Gilets Jaunes du Rond-Point des Près d'Arènes

Contacts : gjmtip@gmail.com
<https://facebook.com/pg/gj34mtip/posts>

